

Tourisme social et Solidaire – Tourisme Responsable

Si le tourisme est d'abord un phénomène socioculturel, il représente également aujourd'hui la première la première activité économique à l'échelle mondiale, équivalente à « 12% du PIB mondial, 8% des emplois et plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires ». Par exemple pour la France, l'économie du tourisme constitue un vecteur de croissance avéré comptant pour « 7% du PIB dont 5% générés par les nationaux ». Relativement accessible en Occident (avec de grandes disparités), et de plus en plus dans les pays dits émergents telle que la Chine, le voyage de loisir reste malgré tout largement inaccessible ailleurs. « Certes massifié donc, le tourisme est toujours l'apanage de privilégiés ».

De plus, alors que cette activité bénéficie surtout aux habitants des pays du Nord qui, de plus, en sont les principaux bénéficiaires économiques, elle occupe aujourd'hui une place croissante dans l'économie nationale des pays du Sud, où les recettes touristiques sont devenues, pour beaucoup d'entre eux, l'une des premières source de devises. Toutefois, une très faible partie de la manne touristique reste dans ces pays, bénéficiant surtout à une minorité et ne profitant guère aux populations directement concernées, alors que les effets négatifs peuvent être considérables : acculturation, folklorisations des cultures et des traditions, propagation de l'alcoolisme et de la toxicomanie, augmentation de la mendicité et de la prostitution, pressions et pollutions sur l'environnement et les écosystèmes, augmentation des importations énergétiques, travail des enfants, etc... Les zones touristiques des pays du Nord ne sont pas épargnées et elles doivent faire face également à de nombreuses retombées négatives économiques, sociales et environnementales.

Bien que le tourisme soit devenu un phénomène de masse, les français sont de plus en plus nombreux à renoncer aux vacances, alors que les bénéfices sociaux comme économiques en sont unanimement reconnus. Selon la définition des vacances retenue (Credoc, BVA, enquêtes TNS-Sofres pour l'administration du tourisme), ce sont entre 35 et 46% des français qui ne partent pas ou plus en vacances. La tendance de longue période est encore plus inquiétante car, depuis 10 ans, ce sont 300 000 français de plus qui renoncent chaque année aux vacances, soit 0,5 % des partants. Enfin, la fracture touristique se creuse, les couches aisées de la population partent plus longtemps, plus souvent, dépensent plus, notamment au ski ou à l'étranger tandis que les français modestes renoncent ou réduisent la durée, le coût et la distance de leurs vacances, concentrées sur la période d'été. Pourtant les vacances constituent un droit reconnu par la loi en France, et un élément des droits sociaux progressivement reconnus par la communauté internationale.

LE TOURISME SOCIAL

Le concept du tourisme populaire des années 1920/1940 a fait place dans les années 1950 à celui de tourisme social ; adepte du brassage social, il est depuis ses origines un tourisme ouvert à tous et pour tous. Branche de poids dans le secteur global du tourisme en France, le tourisme social est un « **concept international** » qui réfère :

- Aux programmes, aux réalisations et aux actions visant à rendre effectifs le droit aux vacances et l'accessibilité au tourisme à tous les groupes de la population, notamment les jeunes, les familles, les retraités, les handicapés, les personnes aux revenus modestes, etc.,
- A la qualité de la relation entre les visiteurs et les communautés d'accueil. (Centres de vacances, villages-vacances, auberges de jeunesse, gîtes ruraux, voyages éducatifs, séjours linguistiques, pratique d'activités de plein air,..)
- Aux mesures mises en œuvre par les gouvernements de divers pays pour encourager le départ en vacances et qui sont le résultat de luttes menées par des syndicats, des associations, des groupes communautaires : programmes d'aide à la pierre (investissements pour appuyer les établissements et les infrastructures) et programmes d'aide à la personne (pécules de vacances, bons-vacances, chèques-vacances, bourses de solidarité vacances, etc.).
- Aux questions d'équité et de solidarité avec les communautés d'accueil, qui étaient depuis toujours implicitement liées au concept du tourisme social, ont été officiellement intégrées dans sa définition.

LE TOURISME SOLIDAIRE

Le tourisme dit solidaire est un terme de plus en plus repris par un grand nombre d'acteurs. On le définit généralement de la manière suivante : « *Le tourisme solidaire regroupe les formes alternatives au tourisme de masse qui mettent au centre du voyage l'homme et la rencontre et qui s'inscrivent dans une logique de développement des territoires. L'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect des populations, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées sont le fondements de ce type de tourisme* ».

Mis en avant d'abord par des acteurs de la solidarité internationale, ce concept est surtout appliqué pour les destinations du Sud mais « *aujourd'hui d'autres acteurs, dont EKITOUR, l'ont généralisé au tourisme dans son ensemble quel que soit le pays où il est pratiqué car les enjeux sont universels même si les problématiques peuvent différer* ».

LE TOURISME RESPONSABLE

A ces concepts de tourisme social et de tourisme solidaire qui, par bien des côtés, se rejoignent, les pratiques désastreuses du tourisme ont conduit de nombreux acteurs à introduire d'autres concepts comme celui du tourisme équitable ou du tourisme durable. Pour couvrir l'ensemble de ces concepts, nos amis italiens d'[AITR](#) ont depuis longtemps utilisé un terme chapeau qui est celui de « tourisme responsable » suivi en cela par des acteurs français et européens comme [EARTH](#) et [CITR](#). « **EKITOUR a fait ce choix en 2007** ».

